**Science et francophonie : un oxymore ?**

**Michel Woronoff**

Un oxymore, c’est l’alliance de deux termes contradictoires. Ainsi, quand j’étais en khâgne, avec la cruauté requise, nous donnions comme exemple, « une belle Sévrienne » ou « un militaire intelligent »… En fait cette assertion perfide est toujours démentie par la réalité. C’est pourquoi, malgré les apparences, même si l’idée d’une « Science francophone » n’est guère facile à concevoir, il existe peut-être la possibilité d’une Science « en français ».

Il est bien lointain, le temps où nous colorions en violet les possessions françaises sur les cartes du monde et où nous nous constations, à regret, que les colonies anglaises, en rose, dépassaient en surface les colonies françaises. La décolonisation est passée par là. La langue anglaise a été paradoxalement sauvée par sa lointaine colonie d’Amérique, mais l’on ne donnait pas cher du français. On aurait pu penser que son usage se réduirait à notre Hexagone, agrémenté de quelques Québécois égarés dans un univers anglophone, quelques Wallons rescapés du totalitarisme flamingant et nos bons voisins de Suisse romande. Même les « Comptoirs des Indes » nous faisaient défaut ! Peu de monde, en vérité. Les augures nous prédisaient l’extinction progressive et indolore de notre langue.

La situation était d’autant plus dangereuse que la défense de la langue française a meilleure presse dans les autres pays francophones qu’en France. Il n’est que de se souvenir des railleries parisiennes qui ont accueilli l’excellente loi Toubon qui ne faisait que revendiquer notre droit à comprendre, en France, affiches et publicités. Le président Senghor disait un jour : «Il est dommage que les Français soient les seuls à ne pas croire à la francophonie ». En revanche les pays anglophones ou anglicisés ne nous font pas de cadeaux. Dans chaque conférence internationale où le français est l’une des langues officielles, les pays nordiques tentent d’imposer l’anglais, sous prétexte d’économiser sur la traduction simultanée.

Un souvenir me revient, celui d’un séjour au Nigéria, où, venant du Bénin, j’avais demandé au concierge, blanc, de l’hôtel un renseignement en français ; je m’étais entendu répondre avec hauteur : « *Speak white*», ce qui sous-entendait que la seule langue civilisée était la langue anglaise ; autre souvenir encore, qui, comme le précédent, a peut-être déterminé mon engagement en faveur du français : Lord Mounbatten, venant inaugurer à Dakar un centre d’apprentissage de la langue anglaise du British Council, nous expliqua que les Afriques anglophone et francophone étaient comme deux villages séparés par un fleuve et qu’il fallait donc construire un pont en y mettant de la bonne volonté des deux côtés. « Nous allons », nous déclara-t-il sans sourciller, « faire un effort chacun de notre côté,.. Vous, vous allez apprendre l’anglais et nous…nous vous aiderons à l’apprendre. ». Je ne suis pas sûr encore que c’était de l’humour !

En fait, nos spécialistes enterraient un peu vite la langue de Pasteur et des époux Curie. Force est de constater le maintien du français dans le Monde : 50 pays revendiquent l’honneur de participer aux Sommets francophones et, sans compter les 120 millions de francophones maternels et culturels de France, du Québec, de Belgique, de Suisse ou d’Algérie, la population totale des pays « francisants » pourrait atteindre 800 millions de personnes en 2025. Mais que de mal pour maintenir le français dans le monde ! Tout naturellement c’est sur l’enseignement et la recherche que doivent se concentrer les efforts.

On me pardonnera, je l’espère, d’orienter mon exposé vers le développement de la science en français dans les pays du Sud. C’est que je crois qu’il s’agit là d’un enjeu d’une importance exceptionnelle. Actuellement, l’enseignement du français est en progression en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (18 millions d’élèves), en Afrique subsaharienne et dans l’Océan indien (34 millions) ; il décroît —hors France— légèrement en Europe (28 millions), en Asie (4 millions) et en Amérique (9 millions). On sera étonné de constater que c’est en Angleterre que le français est le plus largement enseigné.

Il est essentiel que nous favorisions, dans le Monde, l’usage du français dans la formation des élites, tant politiques que scientifiques. Le jour où les ingénieurs africains seront formés exclusivement en anglais, ce sont des marchés importants qui se fermeront à nos entreprises. La qualité des produits n’est pas tout. La connivence de formation, la structuration des modes de réflexion jouent un rôle déterminant dans les choix. Il suffit de songer au recrutement endogène des grandes entreprises, chasses gardées de quelques grandes écoles. Or cela joue également dans la recherche scientifique. En fait, tout se passe comme si la France devait payer pour permettre aux élites francophones d’acquérir une qualification de haut niveau pour qu’ensuite les universités américaines viennent faire leur marché et recruter des spécialistes, à peu de frais. Les difficultés des chercheurs du Tiers-Monde pour obtenir un visa et pour trouver un poste en France sont une première difficulté. L’anglicisation de la science française en est une autre. Je me souviens, lors d’un congrès des recteurs et présidents d’universités francophones, avoir entendu un directeur de l’enseignement supérieur français inciter les jeunes chercheurs africains à publier d’abord en anglais. Mes amis africains s’en sont indignés en lui rappelant qu’ils auraient meilleur compte, alors, de dispenser tout leur enseignement en anglais. Ce grand scientifique en fut tout ébahi.

J’ai été mêlé à deux aventures qui ont tenté de fournir une réponse à cet oxymore de la « Science en français ». Dans 90pays, plus de 750 universités francophones, partiellement ou entièrement de langue française, se sont regroupées en 1961 à Montréal, au sein d’une Association qui a ensuite débouché sur la création d’une *Agence universitaire de la Francophonie*, au sein de l’Organisation internationale de la Francophonie. J’en ai été l’un des administrateurs pendant une dizaine d’années. On y trouve aussi bien les Universités françaises, belges, suisses ou canadiennes que des établissements roumains, algériens, vietnamiens, ou l’université française d’Egypte. Des bureaux sont ouverts dans toutes les parties du monde et les universités les moins favorisées sont aidées par des bourses, des aides à la recherche, des programmes de publications, avec l’idée fondamentale que la science peut se faire en français et que le « tout-anglais » n’est pas une fatalité.

Outre les pays anciennement colonisés, qui ne semblent pas avoir gardé un si mauvais souvenir de la francophonie, nous sommes sollicités par les pays d’Europe centrale, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, en particulier par les universités scientifiques tchèques. Des filières d’ingénieurs et d’IUT ont été créées, où l’enseignement est dispensé en français. Au Viet-nam, ont été organisées plusieurs centaines de classes francophones qui conduisent à un baccalauréat francophone et à des filières universitaires. Le recteur d’une des université d’Hochiminhville me disait : « Si le général De Gaulle avait écouté Leclerc plutôt que Thierry d’Argenlieu, nous serions le Canada français de l’Asie du Sud-Ouest ». Au Cambodge, des enseignants français ont repris l’Institut de technologie, abandonné par les Russes et qui forme des ingénieurs pour l’ensemble des pays de l’ancienne Indochine. L’enjeu est de taille puisqu’il semble que ces pays désirent ne pas se livrer entièrement à la technologie anglo-saxonne, mais préserver leur spécificité francophone. Malgré la tempête financière qui ne les a pas épargnés, ces pays sont pleins de ressources et nous avons intérêt à y manifester notre présence et pas seulement par nos parfums et nos grands couturiers. Mais il ne s’agit pas seulement d’avidité économique ou de projets politiques. Tous ces pays attendent que nous soyons dignes de l’image qu’ils se font de nous. Malheureusement il n’est pas sûr que les contraintes budgétaires aient permis à tous ces programmes de se perpétuer. L’un au moins m’était cher, c’était le référencement des articles publiés en français dans une banque de données, parallèlement à d’autres banques consacrées à d’autres langues de grande diffusion. Car ne référencer que la production en anglais aboutit à contraindre tout chercheur à ne publier que dans cette langue. Dans les sciences dites dures, cela se conçoit peut-être, mais dans les sciences « subtiles », c’est exclu.

La seconde grande opération qui mérite d’être retenue est celle du programme du Ministère des Affaires étrangères « Coopération avec l’Afrique et Madagascar pour la Promotion Universitaire et Scientifique » ou CAMPUS, devenu ensuite CORUS « Coopération pour la Recherche Universitaire et Scientifique » et s’étendant largement hors des limites traditionnelles. Il s’agissait d’aider à la constitution de véritables réseaux d’activité de recherche scientifique, en français, et de retenir les cadres nécessaires au développement des pays émergents. On rappellera en effet, avec Alfred Schwartz, que « l’accès au développement ne peut être dissocié de l’accès à la science ».

En effet, les conditions mêmes de la formation des futures élites des pays du Sud dans les pays du Nord aboutissent à un résultat pervers puisqu’elles contribuent à renforcer le potentiel de ces derniers, au détriment des premiers. Outre les jeunes gens, chercheurs, médecins, pharmaciens, économistes qui sont venus chercher au Nord une formation de qualité sans jamais avoir l’intention de retourner au pays, nombreux sont les spécialistes formés en France qui ne rencontrent que déception, une fois rentrés chez eux. Tout particulièrement les chercheurs universitaires éprouvent les plus grandes difficultés à mettre en œuvre les savoirs de haut niveau qu’ils ont acquis, quand ils se retrouvent dans des laboratoires aux équipements obsolètes ou hors service. Leur mouvement naturel est alors de repartir vers les pays qui leur offrent des conditions de recherche et d’exercice satisfaisantes ou, ce qui est un autre aspect de *l’exil des intelligences* (je trouve que « fuite des cerveaux » fait un peu « plomberie »), à se tourner vers des carrières politiques ou administratives où se perd l’investissement scientifique de départ. Le Professeur Michel Attisso, Béninois d’origine et alors Doyen de la Faculté de Pharmacie de Montpellier, était tout le premier à s’en désoler.

C’est précisément à ces spécialistes que, depuis 1987, s’adressent ces programmes. Ils visent à donner aux chercheurs du Sud la possibilité de démarrer ou de continuer des recherches de qualité et de nature à aider au développement économique et culturel de leurs pays, en demeurant sur place. Ils ont donc pour but de pérenniser les équipes de recherche du Sud, en consolidant et en développant des laboratoires d’excellence et en favorisant les contacts directs entre chercheurs. Toutefois il est entendu que les flux sont réciproques et qu’il ne s’agit pas de pratiquer une recherche de substitution ni de fournir les laboratoires français en vacataires à tout faire.

Les chercheurs français sont donc invités à venir guider les travaux de leurs jeunes collègues sur le terrain, en collaboration avec l’encadrement national, et à les accueillir dans leurs laboratoires, sur un projet précis et pour une durée limitée. La langue de travail est assurément le français, les publications se font dans les langues de grande diffusion, l’anglais se taillant la part du lion…britannique. Il s’agit donc bien d’une formation à la recherche, par la recherche. Quand les jeunes chercheurs sont accueillis dans un laboratoire français, les thèmes de recherche sont décidés en commun, sous la condition qu’ils permettent au chercheur de se réintégrer dans son laboratoire d’origine ou dans une équipe de recherche du Sud, en lui apportant une compétence fraîche et de haut niveau.

L’effet de ces retours est multiple : outre le fait qu’ils ramènent à la recherche et à la science des compétences qui se seraient égarées, faute de mieux, dans des tâches administratives ou se seraient exilés vers des laboratoires étrangers mieux-disants et mieux-payants, ils peuvent enrichir la structure techniques de la société, en fournissant au développement local les compétences de recherche de haut niveau qui lui font défaut. Dans le meilleur des cas, on se trouvera alors en face d’une spirale optimiste, l’éventail des offres, plus ouvert, attirant de plus en plus de cadres et de chercheurs. Pour éviter les doublons, ces programmes s’articulent avec d’autres actions de même type. Par exemple, parallèlement, l’AUF conduit des *Actions de recherche concertée*.

Hélas, je crains bien qu’il ne faille bientôt parler de ces programmes au passé, tant les contraintes budgétaires ont réduit les moyens qui leur sont consacrés et tant le contexte international fait la part belle au « tout-anglais ». Je n’en veux pour preuve que le fait que l’Assemblée nationale et le Sénat aient ratifié le nouveau régime des dépôts de brevet d’invention qui va inciter les chercheurs à déposer leurs brevets en anglais. Mais le Ministre Bernard Kouchner, qui a poussé à cette ratification, n’a-t-il pas écrit : «  La langue française n’est pas indispensable… si elle devait céder la place, ce serait précisément à des langues mieux adaptées aux besoins réels et immédiats de ceux qui la délaisseraient. » ? Belle conception vraiment, de la part du Ministre français des Affaires étrangères !

Toutefois, il s’agit quand même d’une erreur de perspective. Sans doute les chercheurs ont tendance à publier en anglais et à s’exprimer, lors des colloques, dans un sabir, un *pidgin-english* qui fait sourire. Je me souviens, lors d’un colloque dans la vénérable université du New Hampshire, à Dartmouth, comme je supportais mal d’entendre mes collègues français s’obstiner à présenter leurs communications dans un anglais à la Maurice Chevalier, un collègue anglais s’est penché vers moi en me disant : « Ne vous agacez pas : ce n’est pas de l’anglais ! ».

Mais publier en anglais signifie-t-il penser en anglais ? Le résultat final de la recherche, la publication importe moins que son élaboration. Or toute langue impose un mode de pensée, une structuration du raisonnement qui lui est propre. Comme le dit Jean-Marc Lévy-Leblond : « La nécessaire pluralité de la pensée exige celle de la langue ». La langue de la découverte, c’est la langue maternelle. Même si les publications se font en anglo-américain, nous continuons à penser, à découvrir en français.

Alors, faut-il vraiment parler d’oxymore, de contradiction dans les termes, quand il s’agit de « Science en français » ? Je ne le pense pas. Sans refuser l’évidence de la diffusion de l’anglo-américain, il faut se souvenir que l’excellence impose sa langue. Je n’en veux pour preuve que certaines réunions de mathématiciens où tout naturellement, les communications, présentées en français, reflètent l’excellence de l’École française de mathématiques. Ou encore, ce colloque que j’avais organisé à la Saline royale d’Arc-et-Senans pour le centenaire de la mort de Monsieur Pasteur, où les pastoriens, dont deux futurs Prix Nobel, ont tenu à s’exprimer en français. Ne pourrait-on pas renverser la formule et se demander si ce n’est pas la place de la Science française dans la communauté scientifique qu’il faut revaloriser ? Comme il est dit dans les *Écritures*, … le reste viendra par surcroît.